



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -  
TPSGC**

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier**

**Place du Portage, Phase III**

**Core 0B2 / Noyau 0B2**

**Gatineau**

**Québec**

**K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

**SOLICITATION AMENDMENT  
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Security and Information Operations Division/Division  
de la sécurité et des opérations d'information

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

8C2, Place du Portage

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> RFI- ICAM	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W8474-19AM01/B	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 002
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W8474-19AM01	<b>Date</b> 2019-07-29
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$QE-063-27387	
<b>File No. - N° de dossier</b> 063qe.W8474-19AM01	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2021-07-02</b>	<b>Time Zone</b> Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Norris, Chantale	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 063qe
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 420-1758 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 956-6907
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

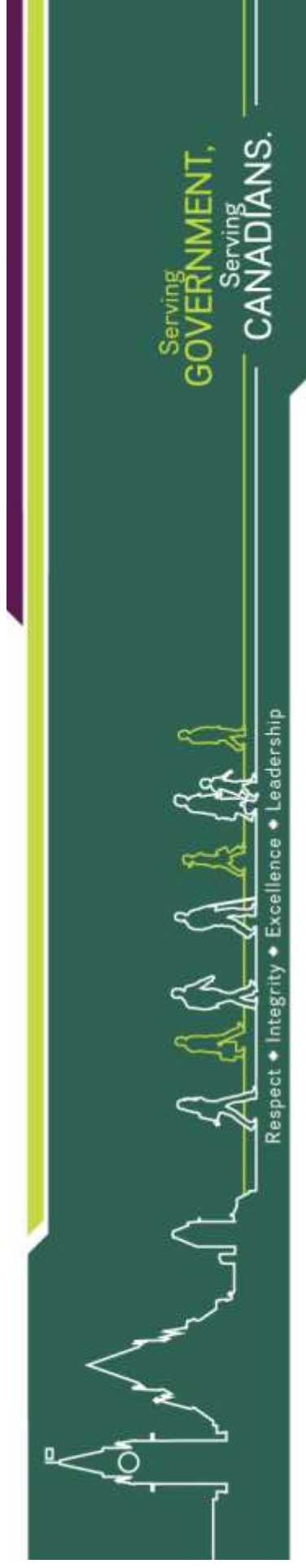
**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

La modification 002 vise à :

1. Publier les présentations utilisées lors de la séance de consultation de l'industrie du projet de gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès (GIJIA)
2. Fournir la feuille de route des marchandises contrôlées qui a été distribuée lors de la journée de l'industrie le 22 juillet.



Le projet de gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et  
de l'accès (GIJIA)

# SÉANCE DE CONSULTATION DE L'INDUSTRIE

Ottawa (Ontario)

22 juillet 2019



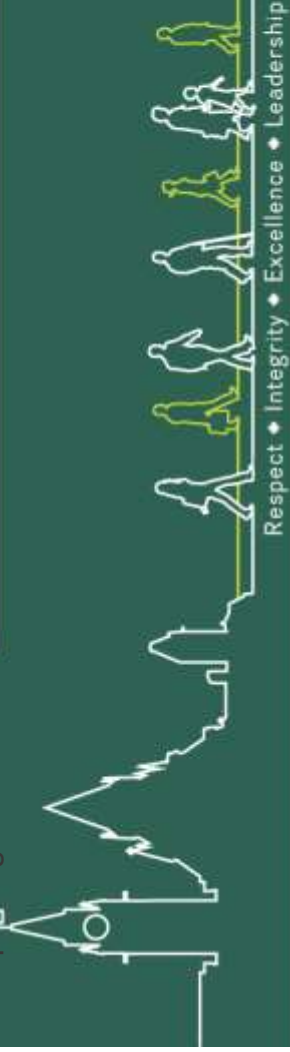
Public Services and  
Procurement Canada

Services publics et  
Approvisionnement Canada

Canada

# Ordre du jour de la séance de consultation

Remarques préliminaires – Directeur général, Donald Rousseau	MDN
Remarques préliminaires – Directeur général, Sylvain Cyr	SPAC
Remarques préliminaires – Director Adjoint p.int., Ryan Moreira	ISDEC
Processus de consultation de l'industrie et DDR – Gestionnaire, Rita Brown / Autorité contractante Chantale Norris	SPAC
Aperçu des besoins opérationnels – Chargé de projet, LCdr Adam Dunn	MDN
Aperçu de la Politique des retombées industrielles et technologiques – chargé de projet, Eric MacFarlane	ISDEC
Programme des Marchandises contrôlées – Agent de programme, Kris Gabellini	SPAC
Programme de sécurité des contrats du Canada – Agent de sensibilisation, Jonathan Joubert / Laura Haddad	DSIC/SSI
Mot de la fin – Gestionnaire, Rita Brown	SPAC
Questions et réponses	Tous



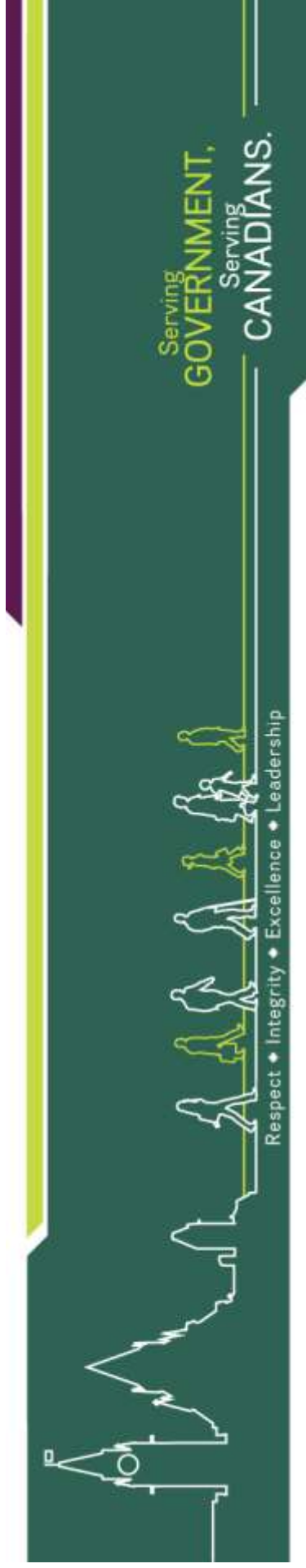
Serving  
**GOVERNMENT,**  
Serving  
**CANADIANS.**

# REMARQUES PRÉLIMINAIRES

**Donald Rousseau**  
**Directeur Général**

Réalisation de Projets  
Groupe de Gestion de l'information  
MDN





# REMARQUES PRÉLIMINAIRES

**Sylvain Cyr**

**Directeur général**

Secteur de l'approvisionnement et du soutien en équipement  
aérospatial et terrestre (SASEAT)

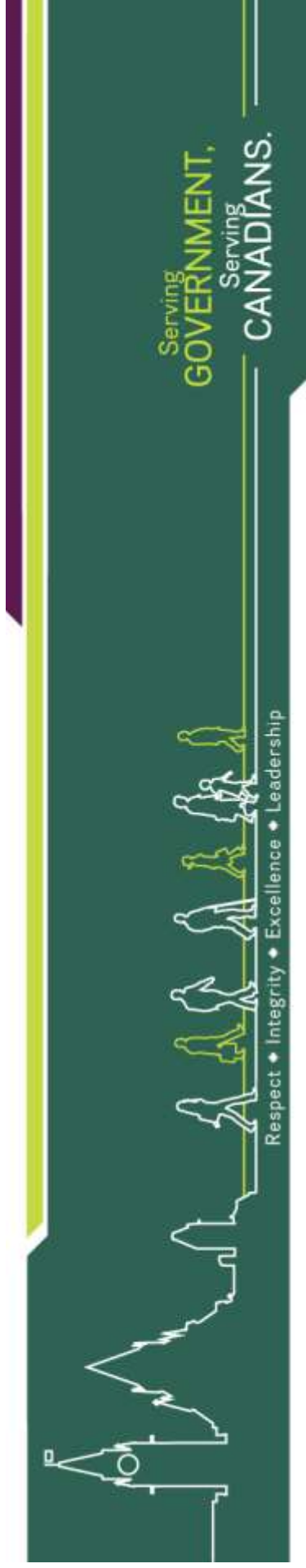
Direction générale des approvisionnements  
SPAC



Public Services and  
Procurement Canada

Services publics et  
Approvisionnement Canada

**Canada**



# REMARQUES PRÉLIMINAIRES

**Ryan Moreira**

**Directeur Adjoint**

Opérations terrestres et cyber-sécurité

Direction générale des retombées industrielles et technologiques

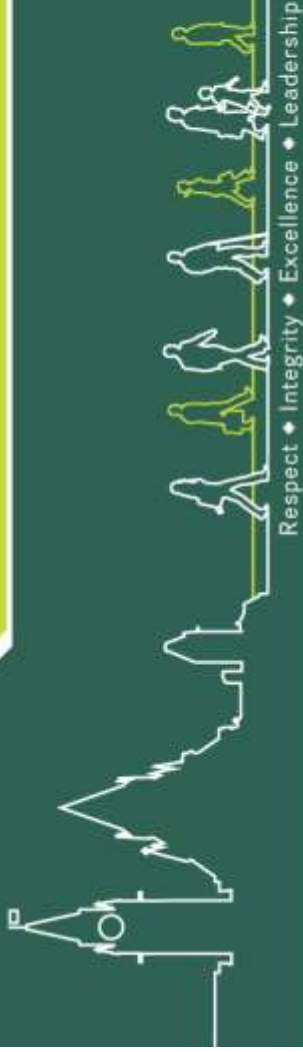
ISDEC



Public Services and  
Procurement Canada

Services publics et  
Approvisionnement Canada

**Canada**



# Mandat de SPAC


**Rita Brown**  
Gestionnaire

Direction de l'acquisition des systèmes  
électroniques, de munitions et systèmes tactiques  
Direction générale des approvisionnements,  
SPAC



Public Services and  
Procurement Canada

Services publics et  
Approvisionnement Canada

 **Canada**



- Services publics et Approvisionnement Canada agit à titre d'organisme de services communs pour le gouvernement du Canada
- Ses activités visent surtout à offrir aux autres ministères, conseils et organismes des services à l'appui de leurs programmes
- Services offerts :
  - biens immobiliers
  - comptabilité et gestion bancaire
  - receveur général
  - informatique et télécommunications
  - approvisionnement et passation de marchés (sujet de l'exposé)

# Objectifs et principes de passation de contrats

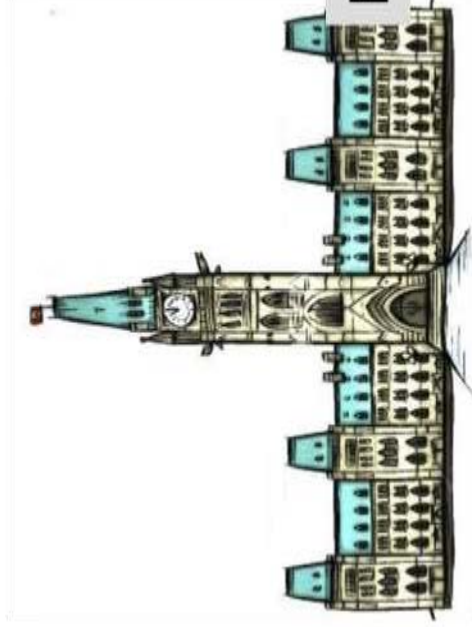
- Intégrité
- Concurrence
- Ouverture et transparence
- Appui aux ministères et organismes pour atteindre leurs objectifs
- Objectifs socioéconomiques
- Cadre juridique et politique, y compris les accords commerciaux

## Approvisionnement de la défense - quel est notre rôle?

- En vertu de la *Loi sur la production de défense* (1951), notre ministre a le **pouvoir exclusif** de faire l'acquisition du matériel de défense/de construire les ouvrages de défense (projets)
- Établir et gérer des contrats dans le but d'acquérir un vaste éventail de systèmes techniques complexes pour l'armée, la marine et la force aérienne, y compris l'acquisition, entre autres :
  - d'avions et de systèmes militaires et civils
  - de navires et de systèmes marins
  - de systèmes d'armement et de munitions
  - de véhicules blindés
  - de systèmes électroniques et de télécommunications
  - de dispositifs d'entraînement et de simulateurs
  - de services connexes de réparation et de remise en état
  - de services de sécurité et de guerre électronique
- Nous gérons les achats conformément au Programme d'approvisionnement en munitions afin de maintenir la capacité de l'industrie canadienne dans le domaine des munitions et des armes légères de fort volume.



# Intervenants dans le domaine de l'approvisionnement en matière de défense au Canada



**Finances**

**TPSGC**

**Conseil du Trésor**

**Bureau du Conseil privé**

**Innovation, Sciences et  
Développement économique  
Canada**

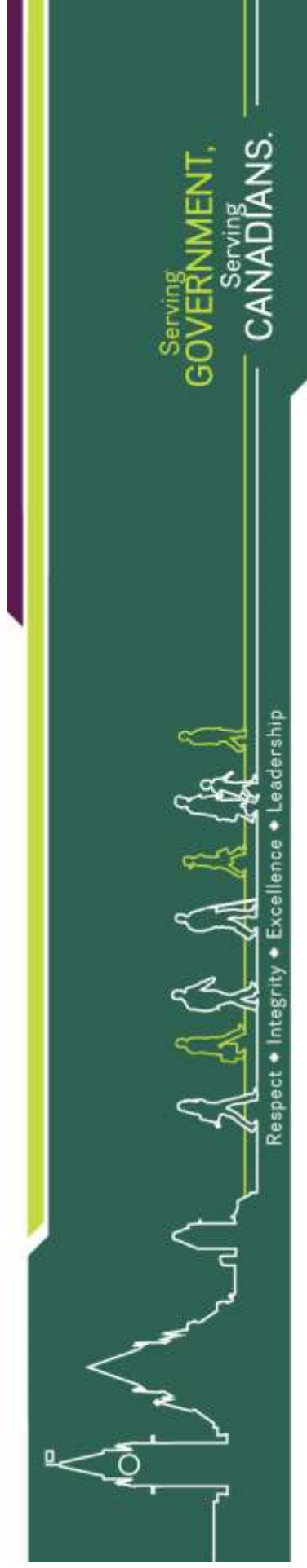
**Justice**

**MDN**

**Organismes de  
développement régional**

**Affaires mondiales  
Canada**

**Industrie**



# PROCESSUS DE CONSULTATION DE L'INDUSTRIE

**Chantale Norris**  
Autorité contractante

Direction générale des approvisionnements,  
SPAC



Public Services and  
Procurement Canada

Services publics et  
Approvisionnement Canada

**Canada**

# Consultation de l'industrie

- Le Canada prévoit consulter activement l'industrie pendant tout le processus d'approvisionnement pour assurer une fin de projet réussie.
- Le processus de demande de renseignements (DDR) et de consultation offre à l'industrie l'occasion de présenter ses capacités et ses points de vue concernant les exigences du Canada pour le projet GIJIA.
- Le Canada peut utiliser les informations recueillies pour l'élaboration d'une demande de propositions (DP).

# Processus de consultation – Principes directeurs

**Transparence** : assurer l'intégrité du processus d'approvisionnement en communiquant aux intervenants toutes les activités et tous les documents liés à l'approvisionnement

**Équité** : tous les intervenants auront une chance égale d'accéder aux activités de consultation

**Opportunité** : les activités de consultation sont prévues et se dérouleront tôt dans le processus d'approvisionnement

**Pertinence** : inclure des résultats concrets, utiles et actuels qui sont conformes aux priorités du gouvernement du Canada.

# Processus de consultation et d’approvisionnement

- **Phase 1: 2018/2019**
- **Lettre d’intérêt (LI):**
  - Émise et clôturée à l’automne 2018.
- **Demande de renseignements (DDR):**
  - Publiée le 8 juillet 2019; réponses demandées pour le 30 août 2019
  - Séance de consultation de l’industrie non classifiée; 22 juillet 2019.
  - Réunions individuelles non classifiées; du 22 au 25 juillet 2019



# Processus de consultation et d'approvisionnement (suite)

- **Phase 2: Fall 2021**
  - Fin de la demande de renseignements (DDR)
  - Projet de demande de propositions
- **Phase 3: Summer 2022**
  - Demande de propositions
  - Évaluation
- **Phase 4: Summer/Fall 2023**
  - Attribution du contract

# Engagement de l'industrie complété

## Lettre d'intérêt (LI)

Une lettre d'intérêt a été publiée en novembre 2018 et clôturée en décembre 2018. La lettre d'intention avait pour objectif d'informer l'industrie à un haut niveau du projet, d'obtenir des informations en retour et d'indiquer à l'industrie que la politique de RIT peut s'appliquer

## Constatations principales

- Il existe des solutions disponibles dans l'industrie qui pourront répondre aux exigences du projet GIJIA;
- L'industrie est prête à remplir les rôles d'intégrateur et de fournisseur de logiciels / solutions;
- L'industrie a indiqué que davantage de détails étaient nécessaires pour appuyer l'exercice d'estimation des coûts.

# Objetifs de la demande de renseignements actuelle

Les principaux objectifs du processus de la DDR sont les suivants:

- Solliciter des commentaires détaillés de fournisseurs éventuels sur les exigences opérationnelles et techniques, les coûts et le calendrier
- Collaborer avec l'industrie quant à l'application de la Politique des retombées industrielles et technologiques ainsi que la stratégie de proposition de valeur.
- Décrire et solliciter les commentaires sur l'approche de mobilisation et le processus d'approvisionnement proposé.
- Aviser l'industrie des dates clés du processus de demande de renseignements.
- Conseiller les fournisseurs éventuels au sujet des exigences de sécurité des DP possibles et des contrats qui en résultent, et fournir des directives et de l'aide aux fournisseurs qui n'ont pas d'attestation de sécurité pour qu'ils en obtiennent une.

# Prochaines étapes

- **Réponses à la DDR – Date limite: le 30 août 2019**
  - Les fournisseurs sont priés de répondre à la présente DDR d'ici le 30 août 2019.
  - Tous les fournisseurs intéressés peuvent présenter des réponses aux informations demandées, comme indiqué dans la DDR.

# QUESTIONS?





National  
Defence

Défense  
nationale

ASSISTANT DEPUTY MINISTER (INFORMATION MANAGEMENT)

Director General Information Management Project Delivery

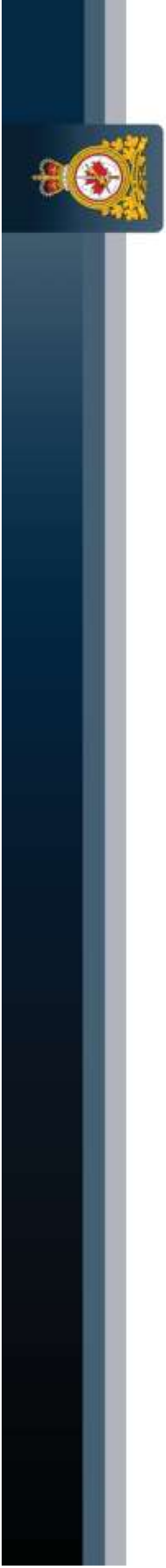


# Projet et exigences

## Un aperçu

Capc Adam Dunn – Directeur du projet

Canada



# Grandes lignes

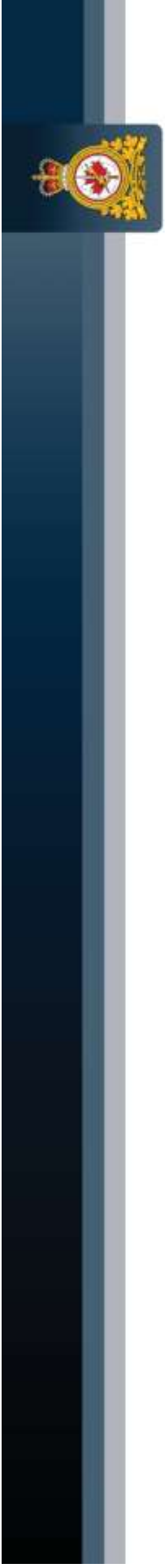
- Objectifs de la Gestion de l'identité, des authentifiants et de l'accès (GIAA)
- Inducteurs du changement
- Portée de la GIAA
- Architecture conceptuelle
- Produits à livrer
- Direction du projet au MDN
- Réalisation et stratégies de soutien en service
- Information demandée
- Mot de la fin



# Objectifs de la GIAA

- Le projet de la GIAA offrira des services de gestion de l'identité dans l'ensemble de l'entreprise pour toutes les personnes et les entités qui ne sont pas des personnes (ordinateurs, imprimantes, appareils mobiles, etc.).
- La GIAA offrira aussi un approvisionnement automatisé, une gestion et une suppression automatisés des identités et des droits d'accès dans les cas suivants : réseaux, applications, systèmes de contrôle des installations et services de TI pour le MDN et les FAC.





# Inducteurs du changement

- Diverses initiatives liées à la politique de défense
  - Faire l'acquisition de systèmes pour le commandement et contrôle interarmées pour les communications et la TI intégrées.
  - Intégrer des ressources dans un système réseauté.
  - Protéger les réseaux et le matériel des cyberattaques.
  - Réduire la période consacrée à l'enrôlement.
  - Intégrer l'analyse comparative entre les sexes dans toutes les activités de la défense.
- Législation canadienne
- Technologie
- Cybermenace
- Efficience
- Sécurité

# Portée de la GIAA

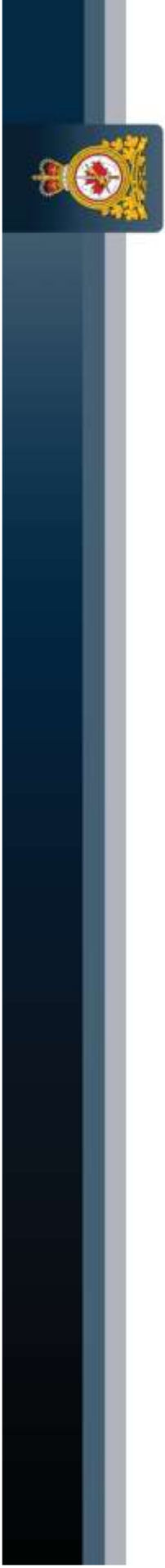
## Possibilités

- Regroupement des identités déconnectées;
- Création d'un cadre d'attribut d'identité;
- Création/restructuration des services de cycle de vie de l'identité;
- Intégration des fonctionnalités biométriques;
- Regroupement des systèmes de gestion des authentifiants;
- Création des services offrant des authentifiants;
- Regroupement des contrôles d'accès au réseau.

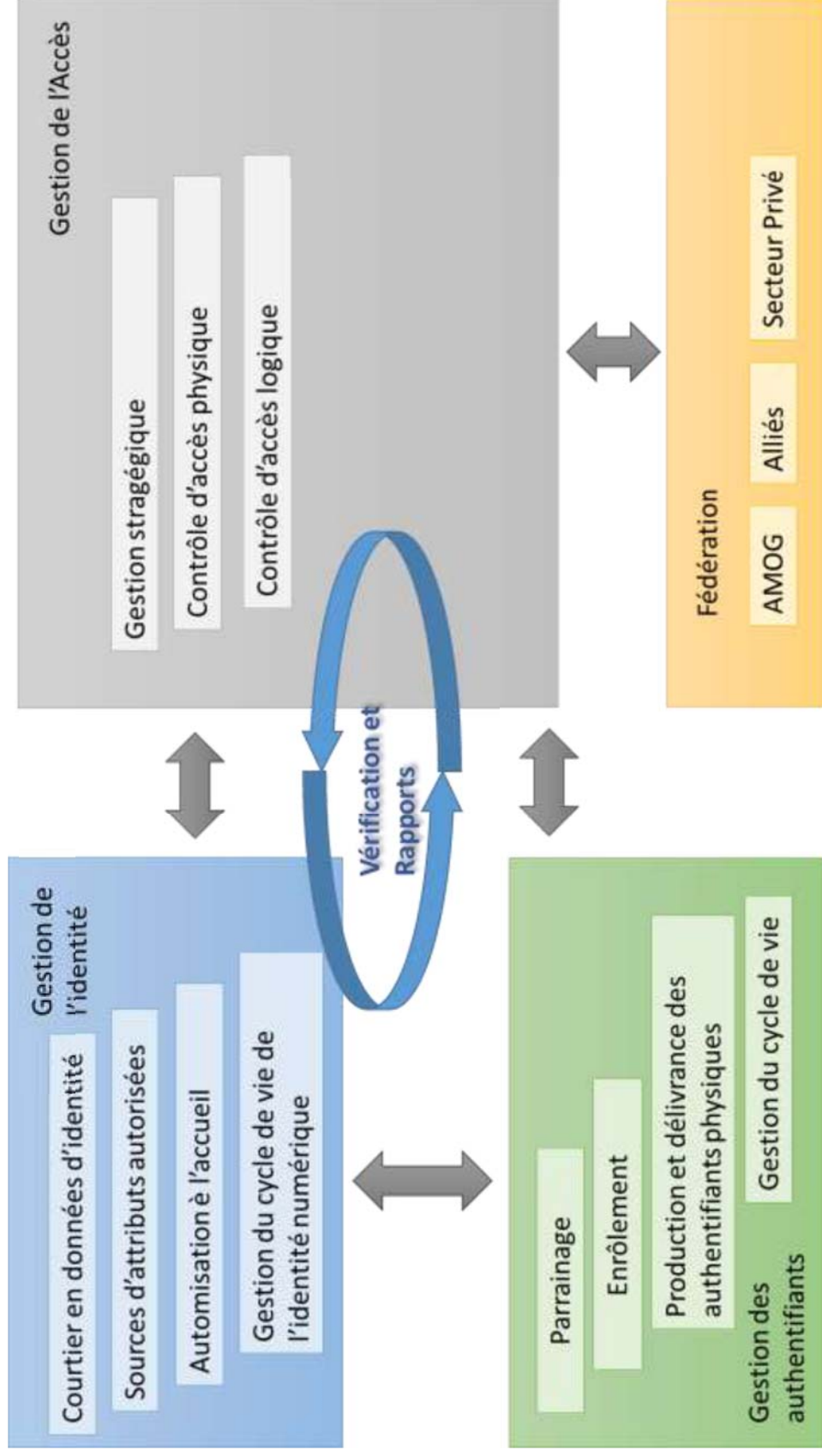
## Sans possibilité

- Construction d'installations pour accueillir la GIAA;
- Mise au point ou offre de communications à l'appui;
- Exploitation des opérations et du renseignement relatifs aux données biométriques;
- Remplacement du matériel et de l'infrastructure.





# Architecture conceptuelle

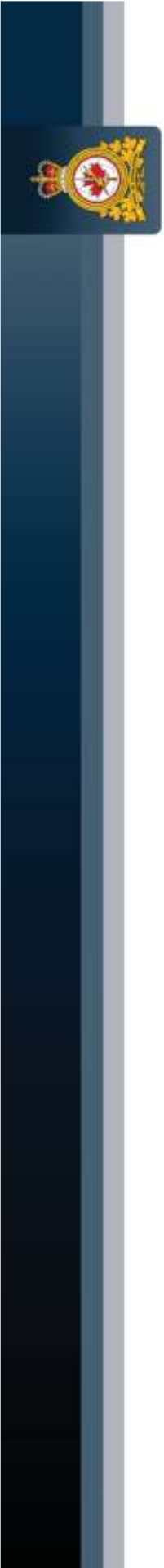




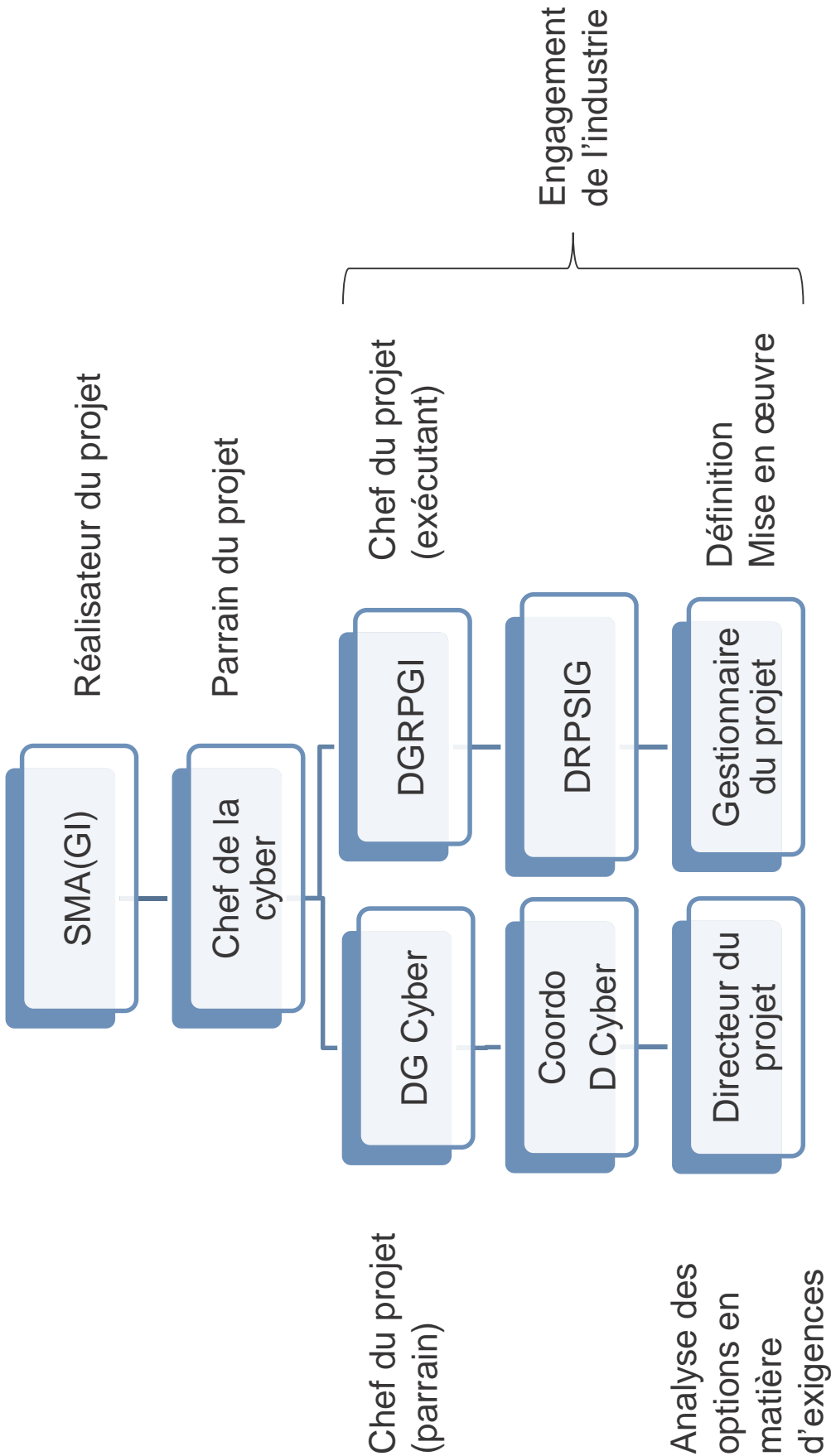
# Produits à livrer

## Logiciel

- Courtier en données d'identité – Services de l'identité d'entreprise
- Services de gouvernance de l'accès d'entreprise
- Services de l'accès fédéré d'entreprise
- Intégration



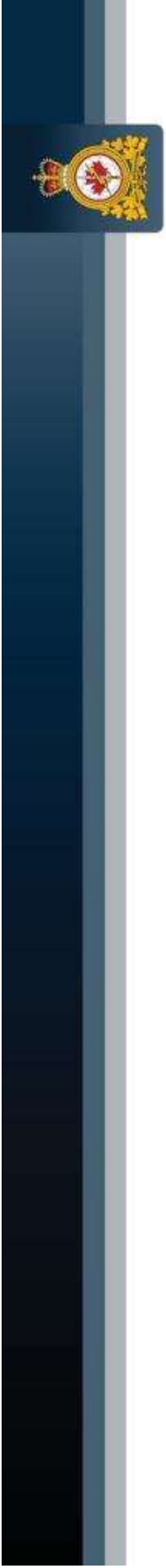
# Direction du projet au MDN





# Réalisation et stratégies de soutien en service

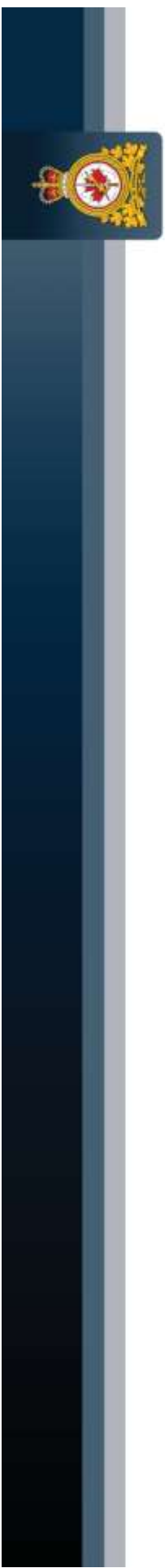
- Capacité de réalisation
  - Industrie, MDN et FAC ou une solution hybride
  - Démarche de la table rase ou un réaménagement
- Soutien en service
  - Status quo (MDN/FAC)
  - Seulement l'industrie
  - Solution hybride



# Information nécessaire

- Section 1 : Sommaire
- Section 2 : Profil de l'entreprise
- Section 3 : Concept proposé à l'égard d'une solution
  - Présentation du plan pour parvenir à une solution.
  - Coûts prévus pour chacun des produits à livrer.
    - Estimation indicative des coûts incluant une description par unité pour tous les produits à livrer tels qu'ils sont décrits à l'annexe C que l'intéressé prévoit fournir.
- Section 4 : Commentaires et conseils généraux

Cette étape est essentielle pour aider les responsables à préparer un budget pour le projet en vue de son approbation.



# Mot de la fin

- L'industrie est la clé
  - Vous êtes les experts en la matière;
  - Vous avez mené des projets semblables et établi les coûts.
- Occasions pour l'industrie
  - Informer le MDN de vos capacités et vos atouts;
  - Influencer les objectifs du projet, les exigences et l'approche liée à la réalisation pendant qu'ils sont en voie d'être définis;
  - Des coûts plausibles permettront au projet de passer à l'étape suivante.
- Ce que vous avez à offrir nous intéresse!!





# Mobilisation de l'industrie Projet de gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès (GIJA) des Forces armées canadiennes

Retombées industrielles et  
technologiques/ Proposition de  
valeur

22 juillet 2019



Bâtir un Canada prospère et novateur

## Plan de l'exposé

- Objectif
- Stratégie d'approvisionnement en matière de défense
- Retombées industrielles et technologiques, y compris la proposition de valeur
- Les capacités industrielles clés (CIC)
- Répercussions sur la politique des RIT
- Consultations auprès de l'industrie
- Prochaines étapes
- Préparation en vue d'un approvisionnement

## Objectif

- Le gouvernement du Canada consulte l'industrie afin d'élaborer une approche permettant d'optimiser les retombées économiques du projet de gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès (GIJIA) des Forces armées canadiennes.
- Les commentaires des représentants de l'industrie serviront à :
  - valider l'analyse du secteur canadien de technologie de l'information (TI) et des capacités connexes réalisée par le gouvernement du Canada;
  - élaborer une stratégie de retombé économique en appui au projet de GIJIA.

# Stratégie d'approvisionnement en matière de défense du Canada

- **Annoncée en février 2014 par les ministres de :**
  - Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (maintenant Services publics et Approvisionnement Canada)
  - Défense Nationale
  - Industrie Canada (maintenant Innovation, Sciences et Développement économique Canada)
- **Objectifs :**
  - Fournir le bon équipement aux Forces armées canadiennes et à la Garde côtière canadienne, en temps opportun;
  - Tirer parti des achats de matériel et de services de défense pour créer des emplois et stimuler la croissance économique au Canada;
  - Simplifier les processus d'approvisionnement en matière de défense.

# La proposition de valeur (PV)

- La Politique des retombées industrielles et technologiques (RIT) est en vigueur depuis 1986. En 2014, elle a été modifiée afin d'inclure la proposition de valeur (PV).
- Les soumissionnaires retenus sont maintenant sélectionnés en fonction du prix, du mérite technique et de la proposition de valeur.
- La PV comprend l'engagement du soumissionnaire à mener les travaux au Canada et elle représente généralement au moins 10 % de la note totale.
- Les entreprises qui se voient attribuer des contrats d'approvisionnement doivent mener des activités commerciales au Canada, dont la valeur équivaut à celle du contrat.

## Proposition de valeur

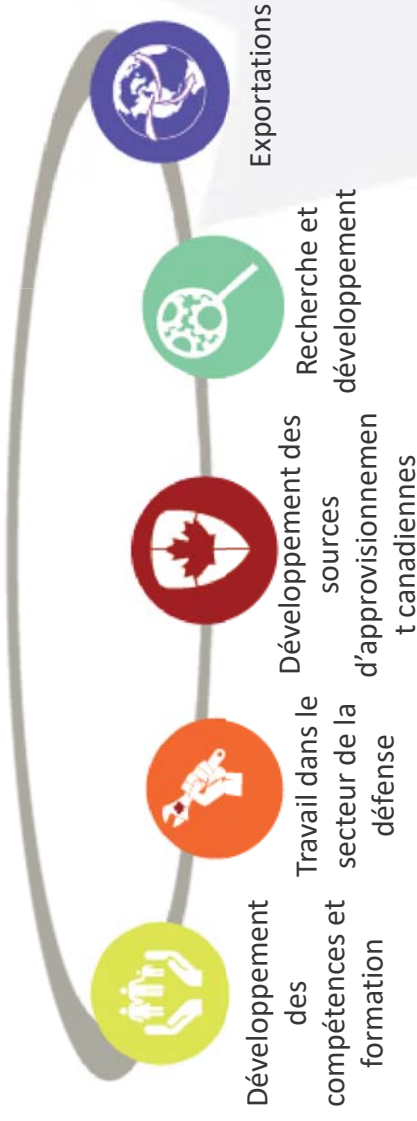
- Engagements et activités proposés au moment de la soumission
- Proposition pondérée et cotée lors de l'évaluation des soumissions

## Obligation courante

- Activités déterminées après l'attribution du contrat
- Porte les activités déterminées à la totalité de la valeur du contrat

## Structure de la proposition de valeur

1. appuient la croissance et la viabilité à long terme de l'**industrie de la défense** du Canada;
2. appuient la croissance des opérations canadiennes des soumissionnaires, ainsi que de leurs **fournisseurs au Canada**, incluant les PME dans toutes les régions du pays;
3. favorisent l'innovation par l'entremise de **la recherche et développement (R-D) au Canada**;
4. accroissent le potentiel d'**exportation** des entreprises établies au Canada;
5. favorisent le **développement des compétences et la formation** pour rehausser les perspectives d'emploi pour les Canadiens. **(NOUVEAU)**



# Le guide de la PV offre un cadre souple

Pour chaque approvisionnement, il y a possibilité :

- De réduire ou d'augmenter le poids de la PV
- D'évaluer les critères de façon différente
- D'appliquer une partie ou la totalité des critères
- D'ajouter d'autres critères d'évaluation
- D'appliquer des exigences obligatoires
- De développer de différentes grilles de notation

Éclairé par :

La participation de  
l'industrie

La recherche et  
l'analyse

Experts  
indépendants

# La soumission de la proposition de valeur (PV)

La soumission de la PV est préparée par l'entrepreneur et comprend généralement ce qui suit :

- **Exigences obligatoires**
  - P. ex. : Un engagement à entreprendre 15 % du prix de la soumission en collaboration avec des petites et moyennes entreprises
- **Critères cotés**
  - Fondés sur les engagements pris en vertu des piliers de la proposition de valeur
- **Transactions indiquées** équivalant à au moins 30 % du prix de la soumission



# Les capacités industrielles clés (CIC)

- Les capacités industrielles clés (CIC) ont été introduites en avril 2018 afin de s'assurer que les approvisionnements en matière de défense puissent mieux stimuler l'innovation, les exportations et la croissance des entreprises grâce à la Politique des RIT.
- Ces CIC sont liées à des domaines de technologies émergentes qui présentent un potentiel de croissance rapide et des débouchés importants, à des capacités établies par rapport auxquelles le Canada est concurrentiel à l'échelle mondiale et à des domaines où la capacité nationale est essentielle à la sécurité du pays.
- Les CIC sont les compétences, les technologies et les chaînes d'approvisionnement requises pour soutenir la croissance de ces capacités. Elles sont plus vastes que les entreprises associées à la solution finale; elles englobent les établissements d'enseignement postsecondaire qui perfectionnent les compétences et les recherches, les petites et moyennes entreprises (PME) qui font partie de la chaîne de valeur et la propriété intellectuelle qui est créée au Canada.

# Les capacités industrielles clés (CIC)

## TECHNOLOGIES ÉMERGENTES

- Matériaux de pointe
- **Cyberrésilience**
- Systèmes télépilotés et technologies autonomes
- **Intelligence artificielle**
- Systèmes spatiaux

## PRINCIPALES COMPÉTENCES ET SERVICES INDUSTRIELS ESSENTIELS

- Composantes et systèmes aérospatiaux
- **Intégration de systèmes de défense**
- Solutions en matière de véhicules terrestres
- Systèmes de mission et systèmes de plateforme navals
- Services de construction navale, de conception et l'ingénierie
- Formation et simulation
- Blindage
- Systèmes électro-optiques et infrarouges
- Soutien en service
- Munitions
- Sonars et systèmes acoustiques

# Répercussions de la politique des RIT

- Entre 1986 et 2017, la Politique des RIT a donné lieu à **144** contrats totalisant **43,8 milliards de dollars** en obligations économiques.
- De ces 43,8 milliards de dollars, 8,8 milliards de dollars sont destinés à des activités en cours et plus de **3,2 milliards de dollars** en opportunités de travail futurs encore non encore identifiés.

## Consultation de l'industrie

- Le gouvernement du Canada sollicite les commentaires de l'industrie pour appuyer l'élaboration de la stratégie de retombée économique pour le projet de GJJA.
- Les questions en matière de RIT et de PV pour l'industrie ont été publiées sur le site achatsetventes en 2018 dans le cadre de la lettre d'intérêt. Les entreprises peuvent toujours fournir des réponses, nouvelles et à jour, pour faciliter l'application potentielle de la politique des RIT et de la PV à ce projet.
- Les réunions individuelles qui suivront cette journée de l'industrie donneront aux intervenants l'occasion de poser des questions sur la politique des RIT et la PV.

## Prochaines étapes

- Nous encourageons tous les soumissionnaires et fournisseurs potentiels à formuler des commentaires sur l'ébauche de la proposition de valeur qui sera publiée en 2021.
- Les renseignements fournis au gouvernement du Canada seront pris en compte dans l'élaboration de la stratégie retombées économiques du projet GIJA.
- Pour de plus amples renseignements sur la Politique sur les retombées industrielles et technologiques du Canada, veuillez vous rendre à l'adresse <http://www.canada.ca/rit>.

# Préparation en vue d'un approvisionnement

Les soumissionnaires et fournisseurs potentiels devraient :

- se familiariser avec la politique des RIT et la PV
- déterminer la **valeur du contenu canadien** de leurs produits et services, ainsi que ceux de leurs fournisseurs
- obtenir la participation des **agences de développement régional (ADR)**
- déterminer les **attestations et titres de compétences** qui pourraient être requis pour participer au projet.

**Pour toute question relié au RIT, contactez:**

**Eric Macfarlane**

Gestionnaire de projet

Direction générale des retombées industrielles et technologiques

Innovation, Sciences et Développement économique  
Canada

Tél. : (343) 543-4952

Courriel : [eric.macfarlane@canada.ca](mailto:eric.macfarlane@canada.ca)

Site Web : <http://www.canada.ca/rit>

Canada





Programme des marchandises contrôlées

# Information générale et comment s'inscrire

Kris Gabelini

Agent programme d'éducation

Programme des marchandises contrôlées

Division de la gestion du programme et de l'apprentissage

## Raison d'être pour le Programme des marchandises contrôlées

*« Pour s'assurer que les marchandises contrôlées sont protégés pendant la possession des entreprises du secteur privé et protégé contre tout accès non autorisé »*



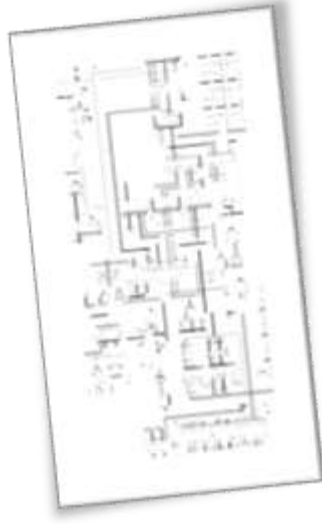
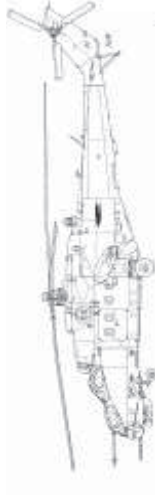
# Le Programme des marchandises contrôlées

- Créé en 2001 à l'appui de la prestation de l'exemption canadienne en vertu de l'*International Traffic in Arms Regulations (ITAR)* des États-Unis .
- Prescrit par la *Loi sur la production de défense (LPD)* et le *Règlement sur les marchandises contrôlées (RMC)*



# Définition des marchandises contrôlées

- Les marchandises contrôlées sont principalement des marchandises qui sont sujettes aux mesures de contrôle intérieur du gouvernement du Canada et définies par la *Loi sur la production de défense*, notamment des composants et des données techniques d'une importance militaire ou servant à assurer la sécurité nationale.



## En résumé, les marchandises contrôlées sont

- des marchandises, indépendamment de leur lieu de fabrication, d'une importance stratégique ou ayant des répercussions sur la sécurité nationale, notamment des composants et des technologies (par exemple des plans et des devis descriptifs sur papier ou en format électronique)
- du matériel de défense d'origine américaine qui est inscrit à la [Liste de matériel de guerre des États-Unis, partie 121 de l'\*International Traffic in Arms Regulations\* des États-Unis \(disponible en anglais seulement\)](#), compte tenu de ses modifications successives
- des marchandises, indépendamment de leur lieu de fabrication, qui sont fabriquées à partir de données techniques d'origine américaine et qui sont contrôlées par l'*International Traffic in Arms Regulations*



# Liste des marchandises contrôlées

- Liste des marchandises contrôlées figurant à [l'annexe \(article 35\) de la Loi sur la production de défense](#)
- [Guide de l'annexe de la Loi sur la production de défense](#)
  - fournit une liste simplifiée des articles qui sont définis comme des marchandises contrôlées par la *Loi sur la production de la défense*
  - permet de déterminer si un article est inclus dans la Liste des marchandises contrôlées.
  - l'annexe a préséance sur le guide



# Pourquoi s'inscrire

- C'est la loi. Les personnes et les organisations qui doivent **examiner**, **posséder** ou **transférer** des marchandises contrôlées sont tenues de s'inscrire au Programme des marchandises contrôlées. À l'inscription, les demandeurs doivent démontrer qu'ils ont besoin d'examiner, de posséder ou de transférer des marchandises contrôlées.
- Le défaut de s'inscrire peut constituer une infraction en vertu des lois fédérales et entraîner des poursuites et des sanctions.



## Toute personne qui omet de se conformer à la *Loi sur la production de défense* peuvent :

- avoir leur inscription au Programme des marchandises contrôlées, suspendus ou révoqués
- faire face à la poursuite pour défaut de se conformer et être assujettie à une amende maximale de 2 000 000 \$, ou une peine d'emprisonnement maximale de 10 ans





# **Vous devez vous inscrire à titre de personne ou d'organisation avant de pouvoir :**

- examiner, posséder ou transférer des marchandises ou des technologies contrôlées au Canada
- transférer des marchandises contrôlées à l'extérieur du Canada
  - il faut obligatoirement s'inscrire au programme pour obtenir une [licence d'exportation d'Affaires mondiales Canada](#)
- recevoir, dans le cadre de demandes de soumissions, des documents qui comportent des renseignements sur des marchandises ou des technologies contrôlées



# Comprendre ce que signifient les termes « examiner, posséder ou transférer des marchandises contrôlées »

- **Examiner** – Signifie étudier en détail ou analyser dans le but de connaître la signification ou les caractéristiques essentielles
- **Posséder** – Signifie posséder réellement, c'est-à-dire avoir un contrôle matériel direct sur une marchandise contrôlée à un moment donné, et posséder de droit, c'est-à-dire avoir le pouvoir et l'intention à un moment donné d'exercer un contrôle sur une marchandise contrôlée, directement ou par l'entremise d'une ou de plusieurs autres personnes
- **Transférer** – Signifie disposer d'une marchandise contrôlée ou en communiquer le contenu d'une quelconque manière

# Rôles dans le Programme des marchandises contrôlées

## Propriétaires

- chacun des propriétaires dont la participation dans l'entreprise est de 20 % et plus des intérêts ou des actions avec droit de vote en circulation

## Personne autorisée

- habituellement, le propriétaire ou un autre cadre supérieur de l'organisme ayant le pouvoir de signature

## Représentant désigné

- suit la [formation obligatoire pour les représentants désignés](#),
- effectue des [évaluations de sécurité](#) des employés, des cadres et des administrateurs
- détermine le risque de transfert de marchandises contrôlées à une personne qui n'est ni inscrite ni exemptée d'inscription et détermine dans quelle mesure il autorise cette personne à examiner, posséder ou transférer des marchandises contrôlées
- vérifie les renseignements fournis par des travailleurs temporaires, des étudiants étrangers et les visiteurs aux fins des demandes d'exemption et de soumettre les demandes d'exemption requises au PMC



# Comment s'inscrire

Pour vous inscrire au Programme des marchandises contrôlées, vous devez suivre les étapes ci-après :

1. Nommer une personne autorisée
2. Nommer un représentant désigné
3. Remplir le formulaire de demande d'inscription
4. Remplir un formulaire de demande d'évaluation de sécurité pour chaque personne concernée
5. Réviser vos demandes et la documentation complémentaire
6. Présenter votre demande



# Demande d'inscription

- présenter la [demande d'inscription](#) dûment remplie
  - Section H (Attestation et consentement), est signée par la personne autorisée
- fournir une preuve du statut juridique de votre entreprise (p. ex. une copie du certificat de constitution, un permis principal d'entreprise, etc.)
- indiquez clairement une description des activités de votre organisation et le nom de la compagnie avec laquelle vous faites affaires qui impliquent les marchandises contrôlées. Si disponible, inclure un document à l'appui provenant d'une entreprise ou d'une organisation avec laquelle vous faites des affaires en lien avec des marchandises contrôlées (une lettre d'intérêt, un contrat, une demande de propositions, etc.)
- **les marchandise contrôlées énumérés dans la section D.10**
  - Lors d'une soumission d'un contrat avec des marchandises contrôlées, vérifiez auprès de l'autorité de la soumission pour obtenir les numéros de la LMC et les descriptions des marchandises contrôlées

# Personne autorisée et tous les propriétaires de 20% ou plus

- présenter la [demande d'évaluations de la sécurité](#) dûment remplie
- deux pièces d'identité délivrées par le gouvernement, dont au moins une avec photo
  - une preuve de citoyenneté (par exemple un certificat de naissance, un passeport ou une carte de résident permanent)
  - une preuve de résidence (par exemple un permis de conduire ou un document officiel délivré par le gouvernement comportant l'adresse de la personne)
- une [attestation de vérification de casier judiciaire](#) basé sur les empreintes digitales **ou** un [rapport de vérification nominale de casier judiciaire](#) effectuée dans le système du Centre d'information de la police canadienne (CIPC) de la GRC. Quand le demandeur complètera le formulaire pour la demande du rapport, s.v.p. utilisez « **secteur privé** » pour l'emploi et **s'assurer que les résultats sont envoyés à la maison du demandeur**, de sorte qu'ils peuvent fournir les résultats au programme.
  - si la personne a résidé à l'extérieur du Canada pendant plus de six mois consécutifs au cours des cinq dernières années, nous exigeons une vérification nominale du casier judiciaire d'une agence de police reconnue – Exemple: certificat de bonne conduite; vérification de FBI, certificat de police

## Représentant(s) désigné(s)

- présenter la [demande d'évaluations de la sécurité](#) dûment remplie
- deux pièces d'identité délivrées par le gouvernement, dont au moins une avec photo
  - une preuve de citoyenneté (par exemple un certificat de naissance, un passeport ou une carte de résident permanent)
  - une preuve de résidence (par exemple un permis de conduire ou un document officiel délivré par le gouvernement comportant l'adresse de la personne)
- une [attestation de vérification de casier judiciaire](#) basé sur les empreintes digitales. Quand le demandeur complètera le formulaire pour la demande du rapport, s.v.p. utilisez « **secteur privé** » pour l'emploi et **s'assurer que les résultats sont envoyés à la maison du demandeur**, de sorte qu'ils peuvent fournir les résultats au programme.

## Délais de traitement



- une fois la demande d'inscription et tous les documents à l'appui soumis, le traitement peut prendre jusqu'à 32 jours ouvrables
- vous pouvez vous informer de l'état de votre demande d'inscription après un délai de quatre semaines
- Nous acceptons seulement les demande d'inscription complète
- si incomplète (signatures manquantes, il manque les documents à l'appui, les résultats des empreintes digitales manquante, etc.), la demande sera retournée.



# Présenter votre demande

## Poste et messagerie

Programme des marchandises contrôlées  
Services publics et Approvisionnement Canada  
Salle de courrier principale de SPAC

Portage III, 0B3  
11 rue Laurier  
Gatineau QC K1A 0S5

## Courriel

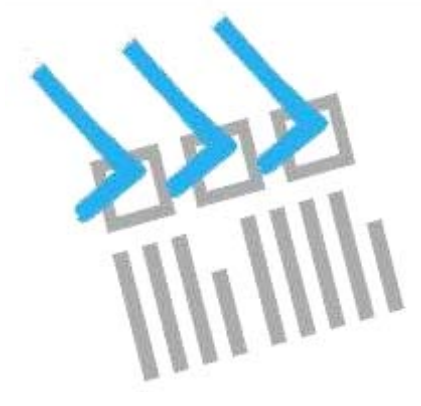
[dmc-cgd@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:dmc-cgd@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

## Télécopieur

(613) 948-1722



# Liste de vérification d'enregistrement



- ☐ Compagnie
  - ☐ [Demande d'inscription](#)
  - ☐ preuve du statut juridique de l'entreprise au Canada
- ☐ Personne autorisée
  - ☐ [Demande d'évaluations de la sécurité](#)
  - ☐ deux pièces d'identité délivrées par le gouvernement
  - ☐ une [attestation de vérification de casier judiciaire basé sur les empreintes digitales](#) **ou** un [rapport de vérification nominale de casier judiciaire](#)
- ☐ Tous les propriétaires de 20% ou plus
  - ☐ [Demande d'évaluations de la sécurité](#)
  - ☐ deux pièces d'identité délivrées par le gouvernement
  - ☐ une [attestation de vérification de casier judiciaire basé sur les empreintes digitales](#) **ou** un [rapport de vérification nominale de casier judiciaire](#)
- ☐ Représentant(s) désigné(s)
  - ☐ [Demande d'évaluations de la sécurité](#)
  - ☐ deux pièces d'identité délivrées par le gouvernement
  - ☐ une [attestation de vérification de casier judiciaire basé sur les empreintes digitales](#)

# Questions?

Site web: <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pmc-cgp/index-fra.html>

Courriel: [DMC-CGD@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:DMC-CGD@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

Numéro sans frais : 1-866-368-4646

Région de la capitale nationale : 613-948-4176

Vous pouvez nous appeler du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h (heure de l'Est). Les services sont disponibles en français et en anglais.





# Programme de sécurité des contrats de Services publics et Approvisionnement Canada

---

Le 22 juillet 2019

**Laura Haddad**

**Agente principale des relations avec la clientèle**

Services publics et Approvisionnement Canada

Secteur de la sécurité industrielle

Division de la sensibilisation

**Jonathan Joubert**

**Agent de sensibilisation**

Services publics et Approvisionnement Canada

Secteur de la sécurité industrielle

Division de la sensibilisation



Public Services and  
Procurement Canada

Services publics et  
Approvisionnement Canada

**Canada**

# Aperçu

---

- Programme de sécurité des contrats de SPAC
- Types d'enquêtes de sécurité
- Attestations de sécurité d'organisations et sous-ensembles
- Processus de parrainage
- Feuille de route d'inscription
- Processus de sous-traitance
- Webinaires
- Questions
- Contactez-nous
- Liens utiles






# Programme de sécurité des contrats de SPAC

---

- permet à l'industrie d'obtenir des contrats de nature délicate du gouvernement au Canada et à l'étranger
- effectue des enquêtes de sécurité sur des organisations et leurs employés
- assure que les clauses de sécurité qui doivent être ajoutées aux contrats sont incluses aux outils de passation de contrats
- assure que l'industrie se conforme aux exigences de sécurité en matière de passation de contrats



# Types d'enquêtes de sécurité

	Attestations d'organisation	Enquêtes de sécurité sur le personnel	Renseignements et biens
<b>Classifié</b> Intérêt national 	Attestation de sécurité d'installation	Très secret	Très secret
		Secret	Secret
			Confidentiel
<b>Protégé</b> Non lié à l'intérêt national 	Vérification d'organisation désignée	Cote de fiabilité approfondie	Protégé C
		Cote de fiabilité	Protégé B
			Protégé A

# Attestations de sécurité d'organisations et sous-ensembles

---

## Autorisation de détenir des renseignements

Si le contrat exige la **protection de renseignements ou de biens de nature délicate sur vos lieux de travail**, votre organisation devra également obtenir une autorisation de détenir des renseignements (ADR) au niveau précisé dans le contrat.

Le Programme de sécurité des contrats de SPAC effectuera une inspection de sécurité :

- **avant l'octroi du contrat** pour les exigences suivantes en matière de sécurité :
  - ADR
  - capacité de production

Votre organisation doit être disposée à **apporter les modifications requises** à vos installations et à **absorber les coûts** afin d'être approuvée pour l'ADR.





# Attestations de sécurité d'organisations et sous-ensembles (suite)

---

## Autorisation de traiter les technologies de l'information (TI)

- Si votre organisation doit utiliser ses propres **système(s) de TI** pour produire, traiter ou stocker **des renseignements de nature délicate par voie électronique**, vous devrez également obtenir l'autorisation de traiter les TI
- les exigences de TI sont définies par le ministère client et expliquées dans un **document technique** joint au contrat
- le Programme de sécurité des contrats de SPAC effectuera une inspection de la sécurité des TI généralement **après l'octroi du contrat**



# Processus de parrainage

---

Pour s'enregistrer au Programme de sécurité des contrats (PSC) de SPAC, votre organisation doit être parrainée par une **source approuvée** reconnue par le gouvernement du Canada.

## **Qui peut être une source approuvée?**

- un agent d'approvisionnement du gouvernement du Canada
- un agent de sécurité ou un gestionnaire de projet du gouvernement du Canada
- un entrepreneur principal inscrit au PSC de SPAC
- les administrations nationales et désignées de la sécurité, au nom d'une entreprise ou d'un gouvernement étranger qui octroie un contrat à l'organisation



# Feuille de route d'inscription

Pour que le personnel puisse recevoir une attestation, il faut d'abord que votre organisation obtienne la sienne!

Le Programme de sécurité des contrats (PSC) de SPAC exigera ce qui suit :

Étape 1	Étape 2	Étape 3	Étape 4	Étape 5	Étape 6	Étape 7
La source approuvée soumet une demande d'enquête de sécurité sur une organisation du secteur privé (ESOSP) et la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) au Programme de sécurité des contrats (PSC) de SPAC afin de parrainer votre organisation dans le cadre du programme.	Votre organisation est contactée par le PSC de SPAC. Vous recevez une lettre d'établissement vous demandant de <b>remplir</b> les formulaires d'enquête de sécurité et une série de formulaires d'inscription, ainsi que de nommer un agent de sécurité d'entreprise (ASE). <b>Au besoin</b> : votre organisation nommera également un agent de sécurité d'entreprise remplaçant(ASER) et indiquera les cadres supérieurs clés (CSC).	Votre organisation <b>soumet</b> les formulaires d'inscription remplis au PSC de SPAC (dans les 30 jours). Les formulaires incomplets peuvent entraîner le rejet de la demande d'enregistrement .	Le PSC de SPAC <b>examine</b> les formulaires d'inscription de votre organisation et analyse les exigences de sécurité, la structure organisationnel le, son propriétaire et les signatures requises.	Votre organisation doit <b>répondre rapidement</b> au PSC de SPAC s'il manque des renseignements ou des signatures, si des formulaires sont incomplets ou si des précisions supplémentaires sont requises.	Le PSC de SPAC <b>traite</b> les demandes d'habilitation de sécurité du personnel pour les ASE/ASER et les CSC (le cas échéant) et accorde les enquêtes et les attestations.	Votre organisation est officiellement <b>inscrite</b> au PSC de SPAC. Vous pouvez maintenant présenter des <i>demandes d'enquête de sécurité sur le personnel</i> pour vos employés et vous inscrire pour utiliser les <b>Services en direct de sécurité industrielle (SEDSI)</b> .
<p>Signatures obligatoires manquantes Photo d'identité de l'ASE manquante</p>				<p><b>Erreurs les plus fréquentes :</b></p>		<p>Preuve de propriété de l'entreprise manquante Annexe 1B manquante si un ASER est nommé</p>



Public Services and  
Procurement Canada

Services publics et  
Approvisionnement Canada

Canada

# Processus de sous-traitance

---

L'agent de sécurité d'entreprise (ASE) ou l'agent de sécurité d'entreprise remplaçant (ASER) de l'**entrepreneur principal** est responsable de :

1. remplir une liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) pour déterminer les exigences de sécurité du contrat de sous-traitance
2. demander une enquête de sécurité sur une organisation du secteur privé (ESOSP) au nom du sous-traitant
3. présenter la LVERS et le formulaire d'ESOSP au Programme de sécurité des contrats (PSC) de SPAC pour fin d'approbation
4. obtenir les clauses de sécurité et la LVERS et les insérer dans le contrat de sous-traitance
5. confirmer que l'organisation et le personnel du sous-traitant détiennent les attestations appropriées
6. soumettre au PSC de SPAC une copie du contrat de sous-traitance octroyé contenant la LVERS

**les travaux ne peuvent pas être entrepris tant que le sous-traitant n'a pas obtenu les attestations de sécurité appropriées**



# Questions

---



Public Services and  
Procurement Canada

Services publics et  
Approvisionnement Canada

Canada

# Contactez-nous

---

## Renseignements généraux

### Téléphone

Sans frais : 1-866-368-4646

Région de la capitale nationale : 613-948-4176

### Courriel

[ssi-iss@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:ssi-iss@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

### Site internet

<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/index-fra.html>



Public Services and  
Procurement Canada

Services publics et  
Approvisionnement Canada

Canada

# Liens utiles

---

## **Enquête de sécurité sur l'organisation et le personnel**

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/enquete-screening-fra.html>

## **Protection de l'équipement, des lieux, des biens et des renseignements**

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/protection-safeguarding-fra.html>

## **Exigences de sécurité relatives à la technologie de l'information**

<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/protection-safeguarding/securiteti-itsecurity-fra.html>

## **Exigences de sécurité des sous-contracts**

<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/soustraitance-subcontracting-fra.html>

## **Ressources liées à la sécurité des contrats**

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/ressources-resources-fra.html>

## **Formation sur la sécurité des contrats**

<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/formation-training-fra.html>

## **Nouvelles et mises à jour concernant la sécurité des contrats**

<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/nouvelles-news/index-fra.html>





# ©Droits d'auteur

---

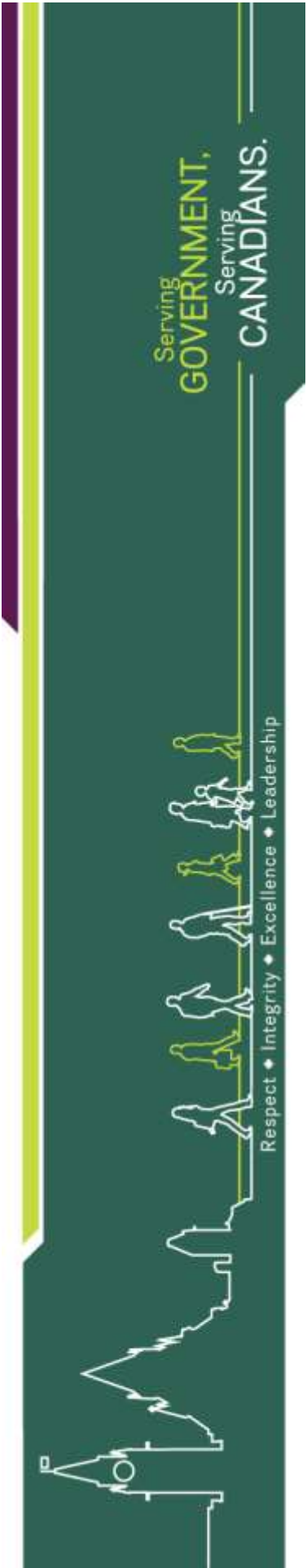
**Ministre de Services publics et Approvisionnement Canada, 1999.**

Tous droits réservés. Il est permis de copier sous forme électronique ou d'imprimer pour un usage interne seulement. Toutefois, il est interdit de reproduire, de modifier ou redistribuer de l'information ou les images, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, pour tout usage autre que ceux susmentionnés (y compris pour fins commerciales), sans l'autorisation du ministre de Services publics et Approvisionnement Canada, Ottawa (Ontario) K1A 0S5.









MERCI!



Public Services and  
Procurement Canada

Services publics et  
Approvisionnement Canada



# Questions ?

Vous pouvez aussi envoyer toutes questions à notre adresse  
courriel générique:

[TPSGC.PADivisionQE-APQEDivision.PWGSC@tpsgc-](mailto:TPSGC.PADivisionQE-APQEDivision.PWGSC@tpsgc-)

[pwgsc.gc.ca](mailto:pwgsc.gc.ca)



## Programme des marchandises contrôlées – Feuille de route

Songez-vous à soumissionner des contrats comprenant des marchandises contrôlées? Préparez-vous en utilisant notre feuille de route facile à suivre et nos hyperliens pour vous renseigner au sujet des exigences en matière de formation du Programme des marchandises contrôlées de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC), du processus d'inscription connexe, et plus encore!

Utilisez cette feuille de route pour :



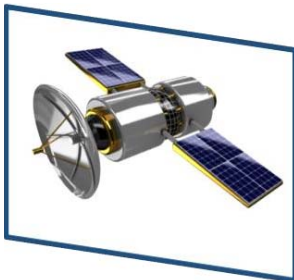


## Programme des marchandises contrôlées – Feuille de route

### Vous avez l'intention d'examiner, de posséder ou de transférer des marchandises contrôlées?

#### (intention de gérer des marchandises contrôlées)

À moins d'être exclues ou exemptées de l'inscription, les personnes et les organisations **doivent** s'inscrire au Programme des marchandises contrôlées pour examiner, posséder ou transférer des marchandises contrôlées<sup>1</sup>.



<sup>1</sup> régi par la *Loi sur la production de défense* et par le *Règlement sur les marchandises contrôlées*.

### Quelles sont les marchandises contrôlées?

Les marchandises contrôlées sont :

- des marchandises, indépendamment de leur lieu de fabrication, d'une importance stratégique ou ayant des répercussions sur la sécurité nationale, notamment des composants et des technologies (par exemple des plans et des devis descriptifs sur papier ou en format électronique)
- du matériel de défense d'origine américaine qui est inscrit à la Liste de matériel de guerre des États-Unis, partie 121 de l'[International Traffic in Arms Regulations](#) des États-Unis (disponible en anglais seulement), compte tenu de ses modifications successives
- des marchandises, indépendamment de leur lieu de fabrication, qui sont fabriquées à partir de données techniques d'origine américaine et qui sont contrôlées par l'*International Traffic in Arms Regulations*, compte tenu de ses modifications successives

### Liste des marchandises contrôlées

Les marchandises contrôlées sont énumérées à l'[annexe \(article 35\) de la Loi sur la production de défense](#).

[Le Guide de l'annexe de la Loi sur la production de défense](#) donne une description des articles qui sont désignés à titre de marchandises contrôlées dans la *Loi sur la production de défense*. Le Guide aide à déterminer si un article figure ou non sur la Liste des marchandises contrôlées.

Remarque : L'annexe a priorité sur le Guide.

### Qu'entend-on par « examiner, posséder ou transférer des marchandises contrôlées »?

« **Examiner** » signifie examiner en détail ou soumettre à des analyses dans le but de découvrir les caractéristiques essentielles ou le sens.

« **Posséder** » s'entend de la **possession effective**, c'est-à-dire lorsqu'une personne exerce un contrôle matériel direct sur une marchandise contrôlée à un moment donné, ou de la **possession de droit**, c'est-à-dire lorsqu'une personne a le pouvoir et l'intention, à un moment donné, d'exercer le contrôle sur une marchandise contrôlée, soit directement, soit par l'entremise d'une ou de plusieurs autres personnes.

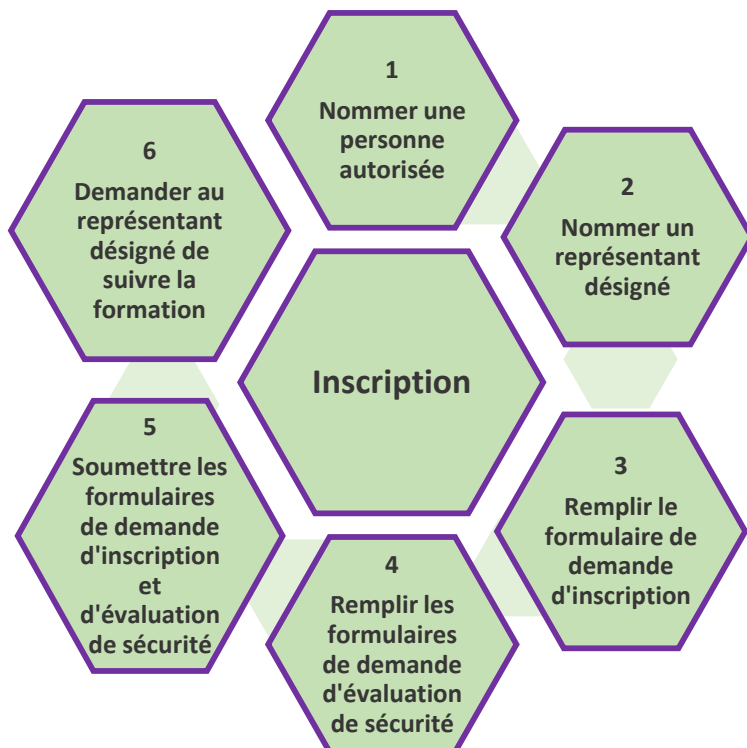
« **Transférer** » signifie aliéner une marchandise contrôlée ou en communiquer le contenu d'une quelconque façon.

### Qui peut examiner, posséder ou transférer des marchandises contrôlées?

Les personnes et les organisations qui **doivent** examiner, posséder ou transférer des marchandises contrôlées sont tenues de s'inscrire au Programme des marchandises contrôlées. À l'inscription, les demandeurs **doivent** démontrer qu'il s'agit d'un besoin. Cliquez sur le lien suivant pour savoir [Qui est admissible à l'inscription](#).

## Programme des marchandises contrôlées – Feuille de route

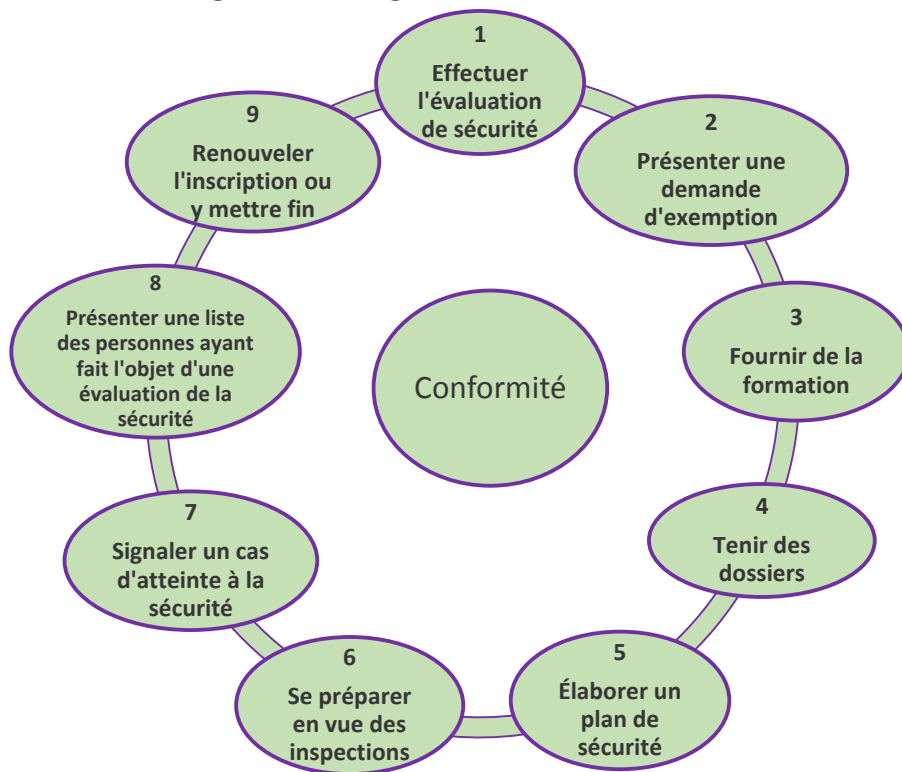
### Étapes pour s'inscrire



1. **Nommer une personne autorisée :**  
Cette personne est le propriétaire ou le cadre supérieur qui signe la demande d'inscription et qui fait l'objet d'une évaluation de la sécurité et d'une vérification du casier judiciaire.
2. Nommer un **représentant désigné**.
3. Remplir le **formulaire de demande d'inscription**.
4. Remplir les **formulaires de demande d'évaluation de sécurité** – formulaires visant l'employé, le directeur, l'agent, le représentant désigné, la personne autorisée et le propriétaire.
5. Soumettre les **formulaires de demande d'inscription et de demande d'évaluation de sécurité**.
6. Demander aux **représentants désignés de suivre la formation obligatoire**.

## Programme des marchandises contrôlées – Feuille de route

### Assurer la conformité aux exigences du Programme



1. **Effectuer l'évaluation de sécurité** de tous vos employés qui examinent, possèdent ou transfèrent des marchandises contrôlées.
2. **Présenter une demande d'exemption des visiteurs et des employés temporaires** à l'inscription au Programme des marchandises contrôlées.
3. **Donner de la formation** et des séances d'information aux employés sur manipulation sécuritaire des marchandises contrôlées.
4. **Tenir à jour un registre** des marchandises contrôlées, des évaluations de sécurité et des documents à l'appui, des exemptions et du transfert et de la disposition des marchandises contrôlées.
5. **Élaborer un plan de sécurité** pour les marchandises contrôlées.
6. **Se préparer en vue des inspections relatives à la conformité** des marchandises contrôlées.
7. **Signaler un cas d'atteinte à la sécurité** des marchandises contrôlées.
8. **Présenter une liste** des personnes ayant fait l'objet d'une évaluation de la sécurité.
9. **Renouveler l'inscription** au Programme des marchandises contrôlées **ou y mettre fin**.

#### Des questions?

Courriel : [DMC-CGD@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:DMC-CGD@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

Région de la capitale nationale : 613-948-4176

Numéro sans frais : 1-866-368-4646

Les services sont offerts en anglais et en français, du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h, heure normale de l'Est.

[www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pmc-cgp/index-fra.html](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pmc-cgp/index-fra.html)